



## Le Journal du Chaos

*Il n'est point de bonheur sans liberté, ni de liberté sans courage. Périclès*

Semaine 04 du 18 au. 24/01 - 2021



## Economie du désastre

Grâce au fameux QE (*quantitative easing*\*), les taux d'intérêt nuls ou négatifs sont la planche de salut de l'économie mondiale, la clef de voûte d'un système en perdition qui ne respecte pas ses propres règles (...) La Banque centrale européenne devra revoir sa politique de QE et que la France pourra commencer à s'inquiéter sur sa dette : les taux d'intérêt sont « sans frontières » et elle l'a voulu ! Cette année elle aura à payer 37,1 milliards contre plus de 40 milliards les années précédentes, baisse des taux d'intérêt oblige, mais c'est quand même le troisième poste budgétaire de l'Etat derrière la défense (48 Mds€) et l'éducation (76Mds€) : 480 millions d'intérêt, depuis dix ans ! Et nous ne parlons pas de la dette qui, elle, est de 2800 Mds€, pour l'instant différée dans son paiement. Quoi qu'il en soit, en France, ceux qui se réjouissent de l'élection de Biden seront certainement les premiers à se plaindre de la crise des taux, si elle survient, incapables de faire le lien entre l'élection de leur champion et ses conséquences économiques.

*Olivier Pichon pour Présent (20-01-21)*

*(\*) Quantitative easing (QE) est un terme anglais qui signifie « assouplissement quantitatif » et désigne un instrument particulier de politique monétaire dont disposent les Banques centrales pour influencer le coût du crédit et agir ainsi sur l'inflation et la croissance.*

## Politique

---

### Emprise covid

Standards saturés, réservation en ligne chaotique, file d'attente à rallonge... la prise de rendez-vous pour se faire vacciner tourne au parcours du combattant pour les personnes âgées prioritaires (+ de 75 ans).

Par ailleurs on apprend que le laboratoire Pfitzer va ralentir ses livraisons de vaccin, le temps de faire des modifications dans le processus de production et ainsi de pouvoir augmenter ses cadences. L'UE a commandé 500 millions de doses à Pfitzer et BioNTech avec une option de 100 millions de plus.

Au lieu de 5 doses par flacon on s'est aperçu qu'une sixième était possible. Sauf que l'extraction de la 6<sup>ème</sup> est difficile. Du coup le labo Pfizer-BioN-Tech a réduit ses livraisons de 20% et facture cette sixième dose. Un vrai jackpot financier selon *Libération*. Un bras de fer est engagé avec les Etats. L'Italie envisage de porter plainte.

La France a enregistré en 2020, année marquée par l'épidémie de Covid-19, quelque 53 900 décès de plus qu'en 2019, soit une surmortalité de 9 %, toutes causes confondues, selon un bilan provisoire rendu public par l'Insee.

*C'est l'une des conséquences de cette épidémie qui ne finit pas, l'état d'urgence sanitaire, qui a débuté en octobre dernier, va être prorogé. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2021, à la suite de son adoption par l'Assemblée par 113 voix contre 43. Il permet au gouvernement d'avoir les mains libres pour imposer de nouvelles restrictions. Le texte propose, ensuite, un régime transitoire jusqu'au 30 septembre 2021. L'opposition de LR aux Insoumis regrette le manque de concertation avec les élus.*

La mort d'un résident d'Ehpad deux heures après une injection du vaccin Pfizer/BioNTech contre le Covid-19 le 13 janvier ne peut pas à ce stade être imputé au vaccin, selon l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM).

En revanche, « six effets indésirables graves avec une évolution favorable ont été observés en France avec le vaccin Comirnaty de Pfizer/BioNTech lors de cette troisième semaine de vaccination », a poursuivi l'ANSM. Il s'agit de « quatre cas de réactions allergiques et deux cas de tachycardie ».

Les autorités norvégiennes, qui ont administré plus de 20 000 doses du sérum Pfizer-BioNTech, doivent déjà se pencher sur le décès de 23 patients, d'un âge très avancé, récemment vaccinés. Treize résidents d'une maison de retraite, âgés de 80 à plus de 90 ans, ont développé des effets indésirables se manifestant par de la fièvre, une diarrhée ou des nausées.

De son côté, l'Allemagne se penche sur la mort de 10 personnes peu de temps après leur vaccination. Les experts ne croient guère à un lien avec une dose, car les victimes étaient « des patients très gravement malades ».

Jean Battistoni, président du syndicat des médecins généralistes, est très critique à l'égard de la vaccination : « Les ordres et les contrordres se multiplient ; les livraisons prévues changent. Bref, sur le terrain, c'est le grand cafouillage. La gestion de la vaccination est vraiment chaotique. »

Et de poursuivre : « Le problème numéro un : il n'y a pas assez de vaccins pour tout le monde. Le gouvernement fait des promesses qu'il ne pourra pas tenir. Il ne lance pas une campagne de vaccination de masse : il organise des files d'attente ! »

La France pourrait exiger, dès la semaine prochaine, de la part des voyageurs en provenance de l'Union européenne des tests négatifs au Covid-19. Une mesure qui s'applique déjà aux voyageurs extra-européens. L'Élysée confirme que la réflexion est en cours.

Tandis que le nombre de personnes contaminées au variant britannique du coronavirus se multiplie en France, le Haut conseil de la santé publique (HCSP) a recommandé, lundi 18 janvier, d'éviter certains masques en tissu moins filtrants.

Le Premier ministre s'extasie : « Ce qui m'étonne, c'est que les concepteurs du vaccin ne soient pas davantage érigés en héros, alors qu'ils ont réussi à produire un vaccin en un an, ce qui se faisait habituellement en cinq à dix ans. Ce sont des gens qui méritent le prix Nobel. »

Qui meurt du covid en France ? Difficile de répondre mais la plus évidente est liée à l'âge. 93 % des victimes du Covid sont âgées de plus de 65 ans, selon Santé publique France (SpF). L'âge moyen des victimes du Covid est de 82 ans et la moitié des morts ont plus de 85 ans.

### De-ci... de-là

Réagissant au sujet d'une crèche fermée à Grenoble (Isère) en raison de menaces émanant de trafiquants de drogue, le ministre déléguée à la Citoyenneté, Marlène Schiappa, a vertement critiqué l'action du maire Europe écologie Les Verts de la ville, Eric Piolle.

*« La façon dont la ville de Grenoble est gérée laisse profondément à désirer. Les services de l'Etat font leur travail, la police nationale est mobilisée, sous l'autorité du préfet, mais là, il y a un travail du maire qui n'est pas fait. Le travail du maire c'est d'assurer la tranquillité publique », a-t-elle balancé ! Et toc !*

Ira, ira pas ? Il y va, le camarade Arnaud Montebourg dans la course à la présidentielle de 2022. Son mouvement politique – Engagement, du titre de son dernier bouquin – a vu affluer 1500 adhérents en quatre jours et enregistre une cinquantaine de nouvelles inscriptions par jour.

Il est persuadé que ses thèmes de prédilection (démondialisation, made in France, réindustrialisation, reconquête de la souveraineté française...) n'ont jamais été autant en phase avec l'opinion. Son grand handicap : l'argent pour financer une campagne évaluée à 10 M€.

Affirmant que sa commune n'est pas en crise, le maire de Saint-Brieuc (Côte d'Armor), Herbé Guihard, se révolte contre l'instauration du couvre-feu à 18h annoncé par le gouvernement. « On a le droit de déroger », estime l'édile auprès de Franceinfo tout en pointant sur l'absence de concertation avec les élus locaux.

« On se demande s'ils travaillent, à l'Éducation ! » Très active au sein de la commission spéciale qui examine le projet de loi sur le respect des principes républicains, la députée Isabelle Florennes (Hauts-de-Seine, MoDem) déplore l'inertie de la rue de Grenelle.

Mauvaise nouvelle. Selon *Europe 1*, le gouvernement travaille sur un scénario de reconfinement à la fin du mois. De son côté *Le Point* avance que l'Etat n'autorisera pas la réouverture des restos avant le 6 avril. Pour les bars/café, pas avant début juin. D'ici là, combien mettront la clé sous la porte ?

Marion Maréchal a allumé l'acteur noir Omar Sy, pressenti pour figurer au Beauvau de la sécurité : « **Omar Sy c'est un homme à qui la France a permis d'être une star internationale, de devenir multimillionnaire, d'aller vivre joyeusement aux États-Unis. Il revient en France [...] pour expliquer que cette France-là est une France raciste depuis son poste américain. À part dire merci, je ne sais pas ce qu'il pourrait dire d'autre.** »

Brigitte Macron reprend le flambeau de la mère Chirac avec l'opération « pièces jaunes », en faveur des jeunes hospitalisés mais aussi en qualité de présidente de l'AP-HP. Et c'est le footeux Didier Deschamps qui en est le parrain.

Le président de la République a salué l'adoption par les fédérations composant le Conseil français du culte musulman (CFCM), de la « charte des principes pour l'Islam de France », y voyant un « engagement net, clair et précis en faveur de la République ». Sauf qu'il n'y a aucune unanimité, notamment de la part des Turcs.

Face à la pléthore de textes dans les tuyaux, Emmanuel Macron a demandé à ses ministres de lui préciser lesquels étaient essentiels pour le pays et surtout ayant un intérêt politique certain.

Emmanuel Macron tenait à présenter ses vœux aux armées. C'est fait. Il s'en rendu à Brest mardi 19/01, malgré les contraintes de l'épidémie et leur a dit : « *Face aux risques de destruction des relations internationales et de notre société, les armées françaises ont été, sont, un facteur de stabilité, de force, de résistance* ». Amen !

Nos précédents présidents avaient coutume d'en appeler à ce que l'on appelle « les visiteurs du soir », ces amis ou conseillers occultes. Avec Macron, c'est fini, il communique direct par SMS avec ses interlocuteurs privilégiés. Alain Minc en fait partie, comme l'avocat François Sureau ou, plus surprenant, Guillaume Durand et vraisemblablement quelques autres.

La conseillère à la culture du camarade Macron n'est autre qu'une franco-libanaise, Rima Abdul-Malak, 43 ans, dont le nom a circulé pour devenir ministre à la place du terne Franck Riester. En attendant, s'il y en a une qui ne décolère pas, c'est Roselyne Bachelot à qui elle fait trop d'ombre.

## Gouvernement

---

Un troisième ministre du gouvernement est dans le cyclone de la justice : Sébastien Lecornu. Il fait l'objet d'une enquête préliminaire ouverte par le parquet national financier. Et rejoint ainsi Alain Griset et Eric Dupont-Moretti. Olé.

Dans une instruction de sept pages envoyée le 12 janvier aux préfets et aux agences régionales de santé (ARS), le locataire de Matignon détaille par le menu la gouvernance, les objectifs nationaux, les populations cibles, les « principes » un brin lunaires devant « guider le déploiement des centres » et le calendrier. Ce cahier ressemble à un jour sans fin.

En 2020, le surcoût des opérations militaires extérieures françaises s'est élevé à 1 461 millions d'euros. Record Battu. La moitié de ces dépenses concerne la guerre du Sahel à 2 millions €/jour.

Dans un référé publié début janvier, la Cour des comptes met en cause la vétusté du système informatique de la Place Beauvau pour le paiement des heures supplémentaires des policiers. Ce dispositif reposait depuis octobre 2019 sur une irrégularité juridique.

Les auditeurs de la rue Cambon tiquent sur la nature des heures payées pour un montant total de 440 millions d'euros. En plus des heures supplémentaires travaillées, les heures de repos octroyées aux agents en compensation ont également été indemnisées.

Aux yeux de la Cour des comptes, le paiement de ces repos compensateurs n'a aucun fondement juridique et constitue une irrégularité.

## Institutions

---

Les députés LREM Aurore Bergé et Jean-Baptiste Moreau ont déposé des amendements au projet de loi confortant le respect des principes de la République» visant à interdire le port du voile par des mineurs. *« Cela s'appliquerait aux kippas, à des croix très visibles, il n'y a pas de raison de faire de distinction »,* explique Moreau.

A L'assemblée nationale, le député LREM Roland Lescure (Français de l'étranger), président de la commission des affaires économiques, compte rencontrer les syndicats (de la CGT au Medef), dans le but d'anticiper la future crise économique et sociale due à la pandémie.

150 élus ont demandé un référendum sur l'éventuel rattachement à la Bretagne de la Loire-Atlantique, qui appartient actuellement à la région Pays de la Loire. Ils rappellent les « liens géographiques, historiques, économiques et humains » qui les unissent. Une antienne jamais satisfaite.

La loi sur le séparatisme présent à l'Assemblée nationale, a pour objectif de sortir du non-dit face à l'islam radical et ses dangers. Elle a suscité de nombreux amendements. Pour Annie Genevard (LR) *« la majorité a largement taillé dans les amendements dont il ne veut pas, au prétexte de l'irrecevabilité. Je dénonce l'usage politique de l'article 45 de la Constitution. »*

Et Annie Genevard de poursuivre : *« Certains points essentiels manquent ! Voile, immigration, monde associatif... De nombreux sujets ne sont pas suffisamment traités (...) Le voile en France nous montre que l'islam radical est engagé dans la conquête de l'espace public mais le gouvernement ne souhaite pas aborder cette question, ni celle de l'immigration, alors que tout le monde sait que le communautarisme, le séparatisme et l'islamisme y sont directement liés. »*

## Divers

---

Partout, les débuts des nouvelles relations commerciales entre l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni sont chaotiques. Et cela va du secteur de la pêche en Ecosse à La Poste. L'adaptation aux nouvelles normes administratives va prendre du temps.

Les économistes d'Allianz prédisent que les exportateurs britanniques vont perdre de 13 milliards à 27 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2021, soit entre 0,6 % et 1,1 % du produit intérieur brut. Et la pandémie n'arrange rien.

Alors que le projet de loi bioéthique doit être débattu en commission spéciale le 19 janvier au Sénat, le collectif d'associations *La Manif pour tous* a déployé un « bébé géant » de 10 mètres de hauteur devant le ministère de la Santé à Paris.

Répondant à l'appel d'un restaurateur du Doubs lancé sur les réseaux sociaux, plusieurs professionnels affirment qu'ils ouvriront leurs restaurants le 1<sup>er</sup> février. Objectif : faire entendre au gouvernement leur ras-le-bol et militer pour la réouverture de leurs établissements.

Rachida Dati, maire du 7<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, a ouvert dans son arrondissement un centre de vaccination. « *Encore une fois, Anne Hidalgo, est aux abonnés absents* », écrit Dati sur les réseaux sociaux.

Jean-Marie Le Pen, 92 ans, et sa femme Jany, 88 ans, se sont mariés, samedi 16/01 selon le rite catholique à leur domicile de Rueil-Malmaison, Vingt ans après leur mariage civil, officié par le maire de la commune de l'époque, Jacques Baumel.

Les deux époux ont souhaité bénir leur union par l'intermédiaire de l'abbé Philippe Laguérie, figure du monde catholique traditionaliste et ancien curé de Saint-Nicolas-du-Chardonnet à Paris. Les trois filles de Jean-Marie Le Pen ainsi que ses huit petits enfants ont découvert l'information dans la presse.

L'avocat Jean Veil, fils de Simone, grand ami d'Olivier Duhamel, a décidé de quitter le très fermé club Le Siècle afin, dit-il, de le protéger. Jean Veil qui était au courant des faits se dit avoir été tenu par le secret professionnel.

Le très mondain cercle Le Siècle a décidé de remplacer Olivier Duhamel, démissionnaire, par un diplomate, Pierre Sellal qui témoigne d'un réel talent pour s'adapter à tous les régimes : il a débuté sa carrière avec Michel Cointat et Michel Jobert avant de se réveiller socialiste en dirigeant le cabinet d'Hubert Védrine avant d'achever sa carrière chez Laurent Fabius.

C'était l'une des dernières volontés de Valéry Giscard d'Estaing : que le musée d'Orsay y soit rebaptisé à son nom, l'ex-président ayant été à l'origine du projet lors de son septennat. Macron a donné son accord.

## Tambouille macro-machin

---

Condamné en septembre pour violences envers son ex-compagne à 3 000 euros d'amende avec sursis, Jérôme Peyrat avait dû quitter son poste de conseiller auprès d'Emmanuel Macron. L'ancien élu LR vient d'être nommé conseiller politique à la délégation générale du mouvement présidentiel.

La macroniste Aurore Bergé, qui souhaite interdire le port du voile par les mineurs, est mise sous pression pour retirer ses propositions - elle a même reçu un appel de l'Élysée. La députée ne compte pas pour autant renoncer à ses amendements.

« *Je ne sais pas pourquoi Jean-Louis Debré a laissé entendre le contraire. Je suis favorable au maintien des élections départementales et régionales en juin* », a affirmé

Stanislas Guérini, délégué général de LREM, en marge de sa rencontre avec la presse parlementaire,

L'exode de députés cumulé à l'importante masse salariale du groupe de La République en marche pèsent sur son bilan financier 2019. Malgré un excédent de 850 000 €, le parti majoritaire éprouve des difficultés à accumuler des réserves financières qui pourraient lui être utiles après 2022.

La commission nationale des talents (CNT) du parti, chargée de recruter de nouveaux référents départementaux, évite soigneusement les questions d'ordre idéologique. Elle fonde ses entretiens sur un guide de 14 items managériaux et attribue une note sur dix pour retenir ou écarter les candidats.

Dernière nouvelle. Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, était pressenti pour mener la liste LREM en Ile-de-France face à la mère Pécresse. Mais la crise sanitaire change tout comme sa gestion au sein de l'institution. Son image risque d'en prendre un coup et il semblerait qu'il ait décidé de lever le pied.

Souhaitant renouer avec l'esprit d'origine d'En Marche !, LREM a décidé de recruter comme porte-parole une personnalité issue de la société civile. Il s'agit de Maud Bregeon, ingénieur nucléaire d'EDF, 29 ans.

Jean-Yves Le Drian et Richard Ferrand ont finalement trouvé le candidat pour mener la liste aux régionales à venir en Bretagne. Il s'agit de Thierry Burlot, 62 ans, vice-président, ex-PS, en charge de l'environnement au conseil régional.

## Droite

---

A droite, on connaît les têtes de gondole peu ou prou déclarées pour la prochaine présidentielle comme Xavier Bertrand, Bruno Retailleau, Laurent Wauquiez ou encore Valérie Pécresse. De fait, ils ne sont pas seuls et des outsiders rêvent en embuscade.

Comme le professeur de médecine et maire de la Garenne-Colombes, Philippe Juvin qui à l'occasion du covid a écumé les plateaux de télé en qualité de chef des urgences à l'hôpital Georges Pompidou.

Le maire de Cannes, David Lisnard qui s'est beaucoup activé localement lors de la crise sanitaire s' imagine avoir une carte à jouer tout comme le maire de Saint-Etienne, Gaël Perdriau. Sans oublier l'inénarrable Michel Barnier, commissaire européen, qui s'est distingué dans les négociations du Brexit avec les Anglais. Et pour ne rien arranger, Christian Jacob, lui, a le rêve sarkoziste.

Au final, Brice Hortefeux, philosophe à ses heures : « *Au Parti socialiste, ils sont désespérément à la recherche de quelqu'un qui veut y aller, nous on a quarante-cinq candidats ! Plus on est de fous, moins on rit.* » Jaune évidemment.

Robert Ménard, maire de Béziers évalue ses chances aux prochaines régionales en Occitanie face à la socialiste Chantal Delga. Seul, le candidat RN, Jean-Paul Garraud ne pèse pas assez pour faire le poids. Son idée, rassembler à droite avec la complicité de Brigitte Barèges, maire LR de Montauban.

Des élus LR, RN et UDI sont prêts à apporter leur soutien. Joseph Francis notamment qui clame haut et fort : « *Il n'y a qu'un homme qui peut nous sortir du socialisme en évitant le RN, c'est Ménard ! On subit tout, on dépense n'importe comment, on n'arrive plus à faire des immigrés de vrais Français...Il faut qu'on se réveille* ».

## Gauche

---

Jean-Luc Mélenchon, seul candidat de gauche déclaré à la prochaine présidentielle est entré en campagne : « *Ne vous arrêtez pas à mon apparence ou à ce que l'on vous dit de mon caractère. Je n'ai proposé à personne de m'épouser. Je propose un programme politique pour changer le pays de fond en comble* ». Sauf que les candidats en embuscade sont nombreux !

Le même présidentiable, ciblant un possible et sérieux adversaire, a critiqué « l'ouverture à la droite » prônée par l'ancien ministre socialiste Arnaud Montebourg, tout en notant de nombreuses « convergences » avec lui.

Pour Olivier Faure, du PS, Montebourg « *tente ce que Jean-Pierre Chevènement a tenté en son temps, c'est-à-dire rapprocher les souverainistes des deux rives* ». Ce qui n'est pas faux.

Du même Faure, cette réflexion : « *La marque PS a vécu, elle n'est pas suffisante pour avancer vers la présidentielle. D'où la nécessité de changer le nom du parti. A chacun de trouver ce qui peut nous définir autour d'une nouvelle offre politique qui s'accompagnera autour d'une nouvelle force.* » National-socialiste par exemple !

Le projet de déménagement du Parti socialiste, qui devait échanger ses locaux d'Ivry-sur-Seine avec ceux de la Fondation Jean-Jaurès, cité Malesherbes, se heurte à un obstacle technique. Les responsables socialistes, qui ne se sont jamais habitués aux locaux excentrés d'Ivry, vont devoir patienter.

## Société

---

Les disparitions récentes de Delphine Jubillar dans le Tarn et de Diary Sow à Paris ont remis en lumière ce phénomène, à savoir que des dizaines de milliers de mineurs et de majeurs disparaissent chaque année.

Lorsqu'on ne sait rien, même longtemps plus tard, cela représente environ 1 000 personnes chaque année. Reste que les causes de disparition sont multiples : familiale, fiscale, santé, criminelle, etc.

Bonne bouf ! Jamais les Français n'avaient mangé autant de légumes surgelés et en conserve. Ceux-ci pèsent aujourd'hui un tiers du total des légumes vendus dans l'Hexagone. L'effet confinement ? Pas seulement.

Une étude du CSA montre que les légumes surgelés et en conserve sont vraiment entrés dans les habitudes des foyers français. Un ménage sur deux en consomme au moins une fois par semaine.

Dans le sillage de l'affaire Olivier Duhamel, un hashtag #Metooinceste a suscité le week-end dernier des milliers de témoignages glaçants sur le réseau social Twitter. Ces témoignages sur ce fléau qui toucherait un Français sur dix ont relancé le débat sur la prescription des agressions sexuelles et des viols commis sur les mineurs.

L'Institut des politiques publiques publie aujourd'hui son rapport sur le recrutement des grandes écoles dans notre pays. Conclusion : la diversité sociale au sein des établissements d'élite en France n'a pas progressé en 10 ans.

Au sein des 10% d'écoles les plus sélectives, la part d'enfants des classes les plus défavorisées plafonne à 5% (alors qu'ils représentent 36% de leur classe d'âge) et ceux de cadres et classes favorisées représentent 80% des élèves.

## Faits divers

---

Un boulanger du 17<sup>e</sup> arrondissement se faisait racketter par quatre jeunes - trois femmes et un homme – qui se faisaient passer pour des policiers. Sauf que l'une d'entre elles était vraiment flic au commissariat du 15<sup>e</sup> arrondissement.

Et ça continue ! En pleine intervention pour une voiture en feu à Romans-sur-Isère (Drôme), les sapeurs-pompiers et les policiers ont été pris pour cibles par une vingtaine d'individus qui les ont attaqués avec des tirs de mortiers d'artifice et les ont caillassés.

Marc Petit, 52 ans, ancien maire communiste de Firminy (Loire), battu en juin dernier, est définitivement condamné à six mois de prison avec sursis pour agression sexuelle.

Une Québécoise et son mari ont reçu une amende pour avoir tenté de contourner le couvre-feu. Promener son chien faisant partie des activités autorisées, la femme est sortie en tenant son mari en laisse. Les flics de Sherbrooke n'ont pas apprécié la plaisanterie et leur ont collé 1500 \$ d'amende.

## Migration/islam

---

Une nouvelle fois le ministère de l'Intérieur tente une opération de déminage pour renouer les fils d'un islam de France. Peine perdue, les trois sensibilités – marocaine, algérienne et turque -, qui dominent sont difficilement conciliables.

A la base de ce conflit, les propos de Macron exigeant un islam à la française sur la base de « *soit vous êtes avec la République soit vous n'y êtes pas* ». Ce qui a provoqué l'explosion d'une unité de façade.

Il faut savoir qu'il y a 2 400 lieux de culte musulmans en France avec à leur tête 1 800 imams dont 20% seulement sont français. Mais c'est bien l'exigence de laïcité, exigée par la signature d'une « charte de référence » qui a mis le feu aux poudres. Et révélé ce que l'on sait : l'islam n'est pas soluble dans la république.

## Où vont nos impôts ?

Selon l'Insee, en 2019, pour 1000 euros dépensés par les administrations publiques et financés par des impôts, les dépenses sociales ont été de 574 euros dont 262 euros pour la vieillesse, 197 euros pour la santé et 41 euros pour la politique familiale. Les dépenses d'enseignement ont représenté 95 euros, les aides et subventions aux ménages et entreprises hors transports 72 euros, et les dépenses en faveur des transports 36 euros. Par ailleurs, les dépenses des services généraux ou "fonctions support" (Présidence, Parlement, services du Premier ministre, fonctionnement des différents ministères...) ont été de 71 euros, les dépenses liées au chômage de 34 euros, et les dépenses militaires de 31 euros. Les dépenses sociales ont donc représenté la plus grosse partie du gâteau en 2019, puisque plus de la moitié des impôts a été attribuée à ce poste, dont 26% pour le financement vieillesse. À noter aussi que la part des dépenses liées à la défense est celle qui a le plus diminué sur 25 ans, de 32,6%.

Et pourtant, au final les instances musulmanes du Conseil français du culte musulman (CFCM) ont fini par accoucher au forceps, samedi 16/01 d'un accord avec le ministère de l'Intérieur, Gérard Darmanin. Sauf les Turcs.

Tonton fais-moi peur ! Il y aurait 89 lieux de culte soupçonnés de séparatisme et qui sont dans le collimateur des autorités. A la demande de Darmanin, l'Etat accélérerait la cadence et une dizaine d'associations risqueraient la dissolution.

## Ecologie/ sciences & techniques

Les 42.000 tonnes de déchets ultimes (arseniés, chromiques, terres polluées, résidus d'incinération...) qui se trouvent à 570 mètres sous terre sur le site de stockage de déchets Stocamine, à Wittelsheim (Haut-Rhin), resteront définitivement souterrain. La ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, vient d'approuver le confinement définitif de ces déchets.

Le confinement du site doit être lancé « dans les meilleurs délais » pour, selon le ministère, « assurer la protection de la nappe d'Alsace », plus grande nappe phréatique d'Europe qui s'écoule à l'aplomb du stockage.

## Economie

Annus horribilis pour la SNCF. « En 2020, nous avons perdu 42 % de nos voyageurs alors que les cinq années précédentes le trafic augmentait de 2 % à 3 % par an », affirme

Christophe Fanichet, PDG de SNCF Voyageurs.

En dépit de la crise, la création d'entreprises a tenu bon en 2020 et a même été meilleure qu'en 2019 avec 848 164 nouvelles immatriculations soit une augmentation de 4%.

Le gaz deux fois plus cher que le pétrole ! C'est la conséquence inédite d'un hiver particulièrement rigoureux en Chine, dont les répercussions se font sentir jusque sur la facture des abonnés au gaz en France.

En début de semaine, le prix du gaz naturel liquéfié (GNL) importé par l'Asie du Nord-Est a dépassé les 30 dollars par million de btu (« british thermal unit », la

mesure de référence). A ce prix, le gaz est deux fois plus cher que le pétrole pour une quantité d'énergie équivalente, ce qui n'était jamais arrivé.

Le refus opposé par Bruno Le Maire au rapprochement Carrefour – Couche-Tard est motivé uniquement par des raisons électoralistes. Hier encore, Emmanuel Macron, alors aux Finances, avait donné son feu vert au rachat d'Alstom par General Electric et SFR par l'israélien Patrick Drahi.

Le refus au projet de rapprochement Carrefour-Couche-Tard opposé à deux reprises par Bruno Le Maire sur ordre de l'Élysée est donc difficilement compréhensible de la part d'un Président libéral. Le motif invoqué de protéger la sécurité et la souveraineté alimentaire est d'un ridicule achevé.

Il reste que si l'hypocrisie du gouvernement a atteint son comble dans ce dossier, le projet de rapprochement de Carrefour avec Couche-Tard posait plus de questions qu'il n'en résolvait. Largement poussé par le groupe Arnault, la famille Moulin et Alberto Diniz, Alexandre Bompard s'est un peu vite jeté dans les bras d'un groupe très spécialisé par ailleurs dans la distribution de fioul et d'essence.

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a proposé une hausse des tarifs de l'électricité qui pourrait être mise en œuvre dès le 1<sup>er</sup> février.

Moins forte que celles qui ont été mises en œuvre début 2020 et surtout mi-2019, cette hausse serait toutefois de 1,6 % pour les 23 millions de foyers qui bénéficient du tarif bleu d'EDF et de 2,6 % pour le 1,4 million de clients professionnels qui bénéficient encore d'un tarif régulé.

Dans un but d'économies, une partie de l'activité financière et comptable d'Air France va partir en Hongrie, tandis que les activités déjà sur place seront confiées à un sous-traitant indien. Plus d'une centaine de postes seront supprimés en France.

## Culture/médias

---

Après l'arrêt des émissions d'Augustin Trapenard et de PPDA, le groupe Canal+ va lancer d'ici à mars trois rendez-vous littéraires sur CNews, C8 et Canal+.

La journaliste du *Figaro* Anne Fulda a été choisie pour animer l'une d'elles, sur c8 ou CNews. Et c'est le chroniqueur et acteur Cyrille Eldin qui prendra les rênes de celle de Canal+.

Principal actionnaire et propriétaire de son groupe de médias, Claude Perdriel vient de faire absorber Sophia Publications et *Sciences et Avenir* par les Éditions Croque futur. Société éditrice de l'hebdomadaire *Challenges*, cette dernière publiera à l'avenir les mensuels *L'Histoire*, *Historia* ainsi que *Sciences et Avenir*, récemment fusionné avec *La Recherche*. Lequel Perdriel vient de s'acoquiner avec LVMH.

Le quotidien *Le Monde* dénonce les rédacteurs en chef de France Télévisions qui seraient rémunérés en partie au rendement pour évoquer des sujets comme la diversité, l'Europe ou l'Outre-Mer. C'est le serpent qui se mord la queue.

Mediapart, le média en ligne d'Edwy Plenel, dénonce des méthodes qu'il n'hésite pas à utiliser en matière de délation.. C'est ainsi qu'il a balancé, avec la complicité d'une vice-présidente des Droits de l'homme, le nom d'une prof de droit à la fac d'Aix-Marseille qui dans ses cours s'en prenait à l'islam. Elle a reçu des menaces de mort. L'intéressée attaque Mediapart.

En pleine promotion de son dernier livre, *Emmanuel le Hardi*, Alain Duhamel s'est retrouvé victime collatérale de l'affaire Olivier Duhamel, les réseaux sociaux les imaginant, à tort, de la même famille. Ils n'ont en effet rien à voir.

L'hebdomadaire *Valeurs actuelles*, propriété du Groupe Privinvest (Iskandar Safa, Etienne Mougeotte et Charles Villeneuve), finira l'année 2020 avec un bénéfice d'environ 1,5 M€ net.

## Europe

---

**Union européenne.** Les pays membres de l'Union Européenne ont lancé le débat sur un certificat de vaccination européen, proposé par la Grèce mais qui suscite les réticences de certains pays face aux risques de discriminations envers les personnes qui ne seraient pas vaccinées.

Entre Frontex et la Commission, rien ne va plus. Monique Pariat, chef de la direction générale de la migration reproche au patron français de Frontex, Fabrice Leggeri, d'avoir couvert des refoulements illégaux de migrants de telle sorte qu'ils ne puissent demander l'asile. Les accusateurs sont évidemment tous socialistes !

Les dirigeants des Vingt-Sept se retrouvaient jeudi soir 21/01 par visioconférence pour tenter de coordonner leurs actions. I Ils pourraient décider de nouvelles mesures pour limiter la propagation des nouveaux variants du Covid-19.

**Allemagne.** Armin Laschet a été élu président de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU), parti de la chancelière Angela Merkel, selon les résultats d'un vote qui s'est tenu ce 16 janvier.

Cet homme de 60 ans, adepte de la méthode Merkel – pragmatique et non idéologique donc libéral – est aussi le président du Land de Rhénanie-du-Nord-Wesphalie, le plus peuplé du pays. La CDU renoue ainsi avec son ADN rhéan, celui de Kohl ou d'Adenauer. C'est aussi un catholique pratiquant dans un pays où le protestantisme pèse lourd.

L'homme est si consensuel qu'il a été le premier président de région à nommer un ministre de l'Intégration, en choisissant pour ce poste une jeune femme issue de l'immigration. Fort heureusement son concurrent au poste de chancelier, Markus Söder est largement en tête dans les sondages.

La chancelière et les dirigeants des 16 Länder se sont réunis afin de prolonger et durcir jusqu'au 15 février les règles de confinement édictées il y a seulement deux semaines. Notamment port d'un masque FFP2 dans les transports publics, les magasins et les maisons de retraite et recours au télétravail.

**Italie.** Des restaurateurs italiens ont annoncé leur intention de participer au mouvement « Moi, j'ouvre » et d'ignorer les restrictions d'ordre sanitaire. Lancée sur les réseaux sociaux, ce mouvement a déjà recueilli plus de 100 000 adhésions.

Toutefois de nombreux restaurants qui avaient initialement annoncé leur adhésion [au mouvement] ont finalement décidé de ne pas protester compte tenu des appels de maires et des menaces de sanctions de la préfecture.

**Pays-Bas.** Fait sans précédent, Le gouvernement du Premier ministre, Mark Rutte, a démissionné la semaine dernière, en pleine crise sanitaire et à deux mois des élections parlementaires.

Motif. Des milliers de parents ont été accusés de fraude fiscale, liées à leur allocation de garde d'enfants. Les autorités ont utilisé en priorité un profilage ethnique et ceux disposant de la double nationalité. Ce qui a concerné, au total, 26 000 personnes. Or, c'était faux.

## International

---

**Etats-Unis.** Sur le bureau de Joe Biden, cinq dossiers quasi prioritaires l'attendent : endiguer l'épidémie de covid-19, aider économiquement les Américains (de l'ordre de 1900 Mds\$), lancement d'un plan d'investissement sur les infrastructures, redéfinir une politique d'immigration, retour enfin sur l'accord de Paris concernant l'environnement.

A peine installé dans le fauteuil de président que Joe Biden a publié une série de décrets pour lutter contre l'épidémie de covid, assouplir les règles de l'immigration et mettre un coup d'arrêt à la construction du mur avec le Mexique.

Une des premières mesures de Joe Biden en s'asseyant sur le trône présidentiel a été la suppression d'un bouton rouge, installé par son prédécesseur, Donald Trump, et qui n'était pas destiné à l'arme nucléaire... mais à commander direct un verre de Coca light ! Il en commandait une douzaine par jour et faisait croire à ses interlocuteurs qu'il déclenchait une guerre nucléaire.

## Sites à consulter

---

[TVLibertés](#)

[persistance de l'ultra gauche... par Christophe Bourseiller](#)

[l'agence européenne du médicament aurait subi des pressions](#)

[democratie et liberté de penser en danger... par Mario Tarchi](#)

[note sur l'approvisionnement électrique en Europe](#)